

TR 135 Version courte  
 → 3 scénarios



**Photo ci-dessus :**  
 Le 15 février 2017, moins d'un mois après son entrée en fonction, le président américain, Donald Trump, reçoit pour la première fois le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, à la Maison-Blanche, qualifiant les liens entre les deux États d'« indestructibles ». Alors que Washington n'a cessé de donner des preuves de son soutien à Tel-Aviv (reconnaissance de Jérusalem comme capitale, de la souveraineté israélienne sur le Golan...) et que les deux pays s'accordent sur une stratégie de pression maximale sur Téhéran, les attaques de Tsahal sur des intérêts iraniens au Liban et en Irak, à la fin du mois d'août 2019, font craindre le risque d'un embrasement régional dont les conséquences seraient nécessairement durables. (© White House / Benjamin Applebaum)

*Une Chine à volonté hégémonique*

Depuis le début des années 2000, la Chine place ses pions de façon discrète, mais efficace. Celle-ci est d'autant mieux acceptée qu'elle évite toute ingérence, notamment en matière de droits de l'homme, et qu'elle propose produits ou investissements à des conditions souvent favorables. De fait, la présence économique chinoise s'est considérablement élargie, notamment en Arabie saoudite et en Iran dont la Chine est devenue le premier client, fournisseur et investisseur. Cependant, certains indices laissent déjà penser que sa politique dans cette zone dépasse le champ économique. Elle accueille ainsi de façon continue des ressortissants de la région dans des séminaires de formation, notamment des diplomates. L'instauration de rencontres régulières entre le secrétaire général de la Ligue arabe et les vingt-deux ministres des Affaires étrangères et leur homologue chinois a déjà une dimension politique évidente. Elle dispose maintenant d'une base à Djibouti, à proximité immédiate du Moyen-Orient. La tournée de Xi Jinping au Moyen-Orient en janvier 2016 marque un tournant : lors de son passage, il propose un véritable partenariat à long terme à ses interlocuteurs, y compris dans des domaines sensibles. Le projet de nouvelles routes de la soie, initiative éminemment politique, concerne aussi cette région. Ainsi, la Chine est devenue progressivement une puissance majeure au Moyen-Orient, avec des objectifs stratégiques évidents, et entend conforter cette politique, car cette région pose à terme un problème pour sa sécurité. Le paysage géopolitique de la région s'est ainsi modifié de façon significative depuis une décennie. Il est probable que cette évolution se confirmera dans les années qui viennent, notamment au profit de la Chine qui manifeste sa volonté de puissance au niveau mondial. D'autres acteurs asiatiques affirment également leur influence dans cette zone, comme l'Inde ou la Corée du Sud. Ce basculement a été facilité par un rejet croissant de l'Occident qui touche non seulement les États-Unis, mais aussi, de façon plus récente, l'Europe. Ils sont accusés d'avoir pratiqué le double standard en faveur d'Israël ou au détriment de plusieurs pays de la région, qu'il s'agisse de l'Irak ou de l'Iran, et d'avoir contribué à l'essor des mouvements

djihadistes par leurs multiples interventions. Il est reproché plus spécialement à l'Europe de n'avoir pas accueilli de façon décente les réfugiés et les immigrés en provenance des pays du Moyen-Orient. Son attitude jugée hostile à l'égard de l'islam et de ses minorités musulmanes est également dénoncée. Son image dans les opinions publiques moyen-orientales s'est profondément dégradée.

**Des scénarios aléatoires**

Compte tenu des multiples variables évoquées ci-dessus, établir des scénarios à l'horizon 2050 est bien évidemment très aléatoire. Aux États-Unis, plusieurs études prospectives ont été réalisées, notamment à l'initiative de la CIA (4). Elles sont dans l'ensemble peu optimistes.

**Scénario noir : chaos et implosion**

Dans ce scénario, les évolutions actuelles préoccupantes se confirment, les risques de violences se concrétisent, la rivalité entre sunnites et chiites continue d'être instrumentalisée et les affrontements par procuration, voire directs, s'amplifient. L'objectif de *regime change* visant l'Iran est poursuivi avec détermination, d'autant plus que ce pays a repris son programme atomique à caractère militaire et entreprend de se constituer un arsenal nucléaire. Les successeurs de Donald Trump, qu'ils soient républicains ou démocrates, réagissent à cette politique. À une échéance qui peut intervenir à court ou

“ Les États-Unis, malgré le déplacement de priorité vers le Pacifique, ne pourront être absents de cette région. ”

moyen terme, la coalition formée des États-Unis, d'Israël, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis qui, jusqu'alors, n'affrontait l'Iran que par procuration, passe à des actions sur le territoire iranien et tente de faire tomber le régime par des actions militaires répétées. L'Iran riposte directement sur des cibles vulnérables américaines, notamment en Irak et en Syrie, et sur des objectifs saoudiens ou émiratis. Des troubles éclatent en Iran, mettant le pays au bord de la guerre civile. La Russie, la Chine et la Turquie prennent fait et cause pour l'Iran. Ce conflit a naturellement des répercussions sur l'exploitation et sur l'exportation des hydrocarbures.

De son côté, Israël, qui a annexé la Cisjordanie, doit faire face à une double menace : au nord, le Hezbollah lance des attaques sur son territoire ; en Cisjordanie, les Arabes menacés d'expulsion se révoltent. L'Irak, la Syrie, le Yémen comme la Libye sont arrêtés dans leur reconstruction institutionnelle et physique et se fragmentent en différents micro-États tenus par des seigneurs de la guerre s'appuyant sur des milices brutales. De nouvelles révoltes éclatent dans les pays qui avaient réprimé les printemps arabes avec succès. L'Égypte, la Jordanie, mais également les monarchies du Golfe sont déstabilisées sous la conjonction des oppositions démocratiques et islamo-conservatrices. Les djihadistes de la mouvance d'Al-Qaïda comme de celle de l'EI jouent leur propre jeu et contribuent à semer le chaos.



Cette situation chaotique qui pourrait perdurer encore à l'horizon 2050 a un double effet : elle met en mouvement des populations qui fuient la violence ou l'absence de perspectives d'avenir, notamment les jeunes ; c'est un vivier pour les terroristes avides de porter le djihad chez les « mécréants ». Cela affecte la sécurité aussi bien des pays occidentaux que des États asiatiques musulmans, ou qui comptent des minorités musulmanes importantes comme l'Inde ou les Philippines. En

“ La tournée de Xi Jinping au Moyen-Orient en janvier 2016 marque un tournant : lors de son passage, il propose un véritable partenariat à long terme à ses interlocuteurs, y compris dans des domaines sensibles. ”

outre, le Moyen-Orient deviendrait le champ clos des rivalités entre les États-Unis et l'Europe d'une part, et entre la Russie et la Chine d'autre part.

En 2050, le Moyen-Orient est tombé dans une situation d'anarchie violente non maîtrisable qui menace la sécurité du monde.

#### Scénario blanc : un Moyen-Orient apaisé

Dans cette hypothèse, l'Iran accepte un contrôle renforcé sur ses programmes nucléaire et balistique, se retire de Syrie et dissout les milices chiites qu'il arme et finance. Dans ce contexte, l'Arabie saoudite accepte de normaliser ses relations avec l'Iran et cesse de réprimer la communauté chiite qui vit sur son territoire.

Par ailleurs, les membres permanents du Conseil de sécurité s'emploient à organiser un véritable système de sécurité dans le Golfe et même dans l'ensemble du Moyen-Orient en concertation avec les puissances régionales. Une enceinte *ad hoc* pourrait être mise en place à l'horizon 2050, voire plus tôt, s'inspirant tout à la fois de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) telle qu'elle a été organisée en Europe et du format de négociation qui a fonctionné efficacement pour régler le problème du nucléaire iranien. Une conférence regroupant les puissances régionales d'une part, avec la Turquie et l'Iran, et les membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne d'autre part, pourrait se tenir avec un double objectif : définir les conditions d'un règlement des principaux conflits en cours, notamment en Syrie et au Yémen, et assurer le suivi des négociations ; mettre en place dans le Golfe un pacte de sécurité qui définirait des principes fondamentaux des relations entre États, comparables à ceux contenus dans le Décalogue de l'OSCE.

Pour sa part, Israël accepterait enfin la création d'un État palestinien sur une base proche de ce qui avait été acté par Miguel Moratinos, l'envoyé spécial de l'Union européenne, lors de la rencontre à Taba au début de l'année 2001. Cette base de règlement comprenait le retour aux frontières de 1967,

avec quelques ajustements territoriaux, l'arrêt des colonies de peuplement, le droit au retour, et Jérusalem comme capitale du nouvel État. Des relations diplomatiques seraient établies avec l'ensemble des pays arabes.

Par ailleurs, une solution politiquement satisfaisante aurait été trouvée en Syrie, avec le départ de Bachar el-Assad. La reconstruction du pays est assurée avec notamment une participation active de l'Union européenne. Un accord politique serait trouvé en Libye et au Yémen pour assurer l'unité de ces deux pays et la représentation de leurs différentes forces politiques. En Irak, le gouvernement associe effectivement la minorité sunnite au pouvoir politique. Les monarchies arabes – la Jordanie et les pays de la péninsule Arabique – accepteraient d'évoluer progressivement vers un régime constitutionnel. La Turquie retrouverait la voie d'une véritable démocratie. Quant à l'Iran, le poids des jeunes et des éléments réformateurs permettrait d'y établir peu à peu un régime démocratique qui abandonnerait le régime *Velayat el-Faqih* (principe

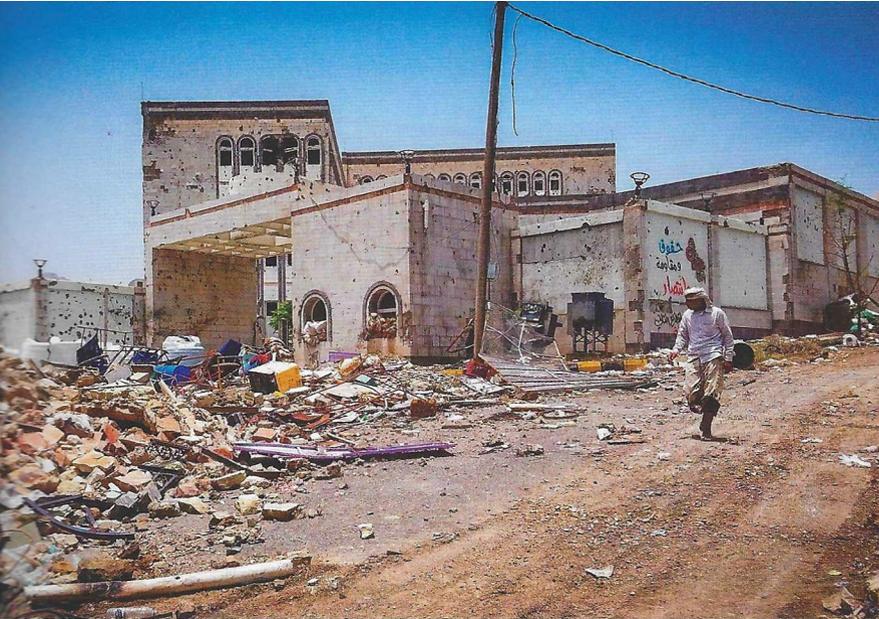


de primauté du religieux sur le politique). Il en serait de même de l'Égypte, où les militaires céderaient la place à un président civil, mais resteraient garants des intérêts supérieurs du pays. D'une façon générale, l'affrontement entre sunnites et chiites serait apaisé et leurs minorités respectives protégées. Il en serait de même des minorités chrétiennes, notamment en Syrie, en Irak et en Égypte. Le régime d'autonomie des Kurdes d'Irak serait conforté. Les minorités kurdes de Syrie, de Turquie et d'Iran bénéficieraient d'un régime d'autonomie reconnaissant leur identité.

Dans le domaine économique, la lutte contre la corruption associée à des politiques plus cohérentes et mieux adaptées permettrait d'améliorer le climat des affaires, provoquant le retour des investisseurs aussi bien nationaux qu'étrangers. Le Moyen-Orient retrouverait alors une croissance lui permettant de dégager des emplois pour une population active en augmentation. Dans cette hypothèse, en 2050, il serait une zone apaisée et démocratique, connaissant un modèle de croissance diversifiée.

#### Photo ci-dessus :

Le président chinois, Xi Jinping (à droite), recevait le roi saoudien à Pékin, le 16 mars 2017. Pour la Chine devenue premier importateur de pétrole au monde en 2017, le Moyen-Orient représente (et représentera, dans les décennies à venir) un intérêt majeur évident en termes d'approvisionnement énergétique. En 2018, plus de 43 % du pétrole importé en Chine provenait de la région et en premier lieu d'Arabie saoudite. (© Lintao Zhang/Pool/AFP)



**Photo ci-dessus :**  
Après cinq années de guerre, Hama, ville du Sud-Ouest de la Syrie, est en ruines (photo publiée le 12 avril 2019). Combien faudra-t-il d'années pour trouver une piste de sortie viable à ce conflit extrêmement complexe, aux dimensions à la fois locale, nationale et régionale, internationale ? Combien d'années faudra-t-il encore pour construire une paix durable sur ces territoires meurtris avec ces populations en situation de grande détresse humanitaire ? Ces questionnements qui pourraient s'appliquer tout autant à la Syrie ou à la Libye, en proie au chaos depuis plus longtemps encore. (© Shutterstock/Hasalhajj)

### Scénario gris : des évolutions contrastées

Ces deux scénarios extrêmes pèchent l'un par pessimisme catastrophiste, l'autre par angélisme optimiste. Si le pire n'est jamais sûr, on ne saurait cependant rêver. Quelle situation réaliste peut-on envisager pour 2050 ?

Le poids des puissances régionales non arabes – Iran, Turquie, Israël – pourrait se renforcer. La rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Égypte pour le leadership de la région perdurera, mais il est peu probable que l'Irak comme la Syrie puissent retrouver leur rôle du passé. Cependant, les rivalités entre puissances arabes et non arabes risquent de s'exacerber.

L'Iran sera toujours une puissance régionale défendant ses intérêts, notamment de sécurité. Un effondrement du régime des ayatollahs ne modifiera pas de façon significative sa politique étrangère ni sa recherche de moyens de dissuasion, y compris nucléaires. On peut espérer cependant que l'antagonisme qui l'oppose aux États-Unis, à Israël, à l'Arabie saoudite, et qui prend actuellement une tournure inquiétante, sera enfin résolu ou tout au moins apaisé avec la mise en place d'un *modus vivendi* qui pourrait s'appuyer sur quelques principes simples : abandon de toute diabolisation réciproque, renonciation au *regime change* d'un côté, à l'arme nucléaire de l'autre ; élaboration d'un accord informel définissant les termes d'une cohabitation (renonciation à la guerre de l'ombre contre l'abandon de toute implantation durable en Syrie). On peut espérer que, d'ici à 2050, une solution pragmatique de ce type pourra être acquise entre dirigeants responsables.

En revanche, on peut craindre que la question palestinienne ne soit toujours pas résolue à cette date, compte tenu de l'évolution de la politique intérieure en Israël, de la faiblesse des Palestiniens et du désintérêt de plus en plus évident des grandes puissances, voire des États arabes pour ce problème. Le maintien d'un régime d'occupation et le refus de reconnaître des droits politiques aux Palestiniens restera un facteur de troubles affectant la sécurité d'Israël et son caractère démocratique. La situation de fait accompli, y compris de probables annexions en Cisjordanie, rend très improbable la création d'un État palestinien viable.

On peut espérer qu'à cette échéance, l'Irak aura retrouvé sa stabilité sous une gouvernance démocratique assurant une place effective à la minorité sunnite. En revanche, il n'est pas sûr que la Syrie, comme la Libye ou le Yémen, puissent retrouver la place qui était la leur avant le déclenchement des printemps arabes : ils resteront des pays fragiles. L'importance des affrontements communautaires, l'ampleur des pertes humaines, le départ d'une grande partie des élites, la présence persistante de milices multiples vivant de cet état de guerre civile larvée rendent difficiles la reconstruction de l'État et, à plus forte raison, le retour à une normalité et une stabilité véritables.

Cependant, on peut penser que des éléments de démocratie progresseront dans plusieurs pays, en Turquie, en Jordanie comme en Égypte, et qu'ils profiteront aussi bien aux forces progressistes qu'aux islamo-conservateurs. La République islamique d'Iran devra se réformer si elle ne veut pas implorer : encore faut-il que le camp de réformateurs ne soit pas affaibli par la politique menée actuellement par les États-Unis qui ne font que renforcer celui des éléments les plus conservateurs. Quant aux régimes féodaux de la péninsule Arabique, malgré les accords de coopération militaire conclus avec les pays occidentaux, ils ne survivront à terme que s'ils commencent à associer au pouvoir leur population, notamment les jeunes, avec des parlements élus. Mais cette marche vers la démocratie ne se fera pas sans à-coups, voire violences et retours en arrière.

S'agissant de la menace terroriste, elle risque d'être toujours présente à l'état endémique, au Moyen-Orient comme ailleurs, tout en restant contrôlée.

Ainsi, la région offrirait en 2050 un tableau contrasté où se juxtaposeraient comme actuellement des zones de stabilité, voire de prospérité, et des pays sinistrés sujets à de nouveaux troubles. Elle restera une zone sous tension où les différentes influences – l'Europe, les États-Unis, la Russie, la Chine – seront en concurrence de plus en plus affirmée.

Il est certain qu'aucun de ces scénarios ne résistera à la réalité des faits. Dans une certaine mesure, ils reflètent plus des souhaits que des prévisions. Mais cette réflexion peut contribuer à identifier les lignes de force et les tensions qui se développeront dans cette zone particulièrement sensible avec des règles du jeu spécifiques et aléatoires. Elle permet également de mesurer les risques de violences, voire de guerre dans une région dont la stabilité importe au plus haut point aux pays européens, et à la France en particulier. Mais il ne faut pas se faire d'illusions. Comme l'a prouvé l'expérience du passé, dans cette région du monde plus encore que dans les autres, seul l'imprévisible est sûr.

**Denis Bauchard**

### Notes

- (1) Ancien diplomate, ancien ambassadeur en Jordanie, ancien directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères, ancien président de l'Institut du monde arabe.
- (2) Ministère des Affaires étrangères et ministère de l'Éducation nationale, « Iran », *Les Dossiers de Campus France*, n° 33, décembre 2016 (p. 11-12).
- (3) Voir les chiffres du dernier recensement en 2017 (hors population immigrée) : <https://www.stats.gov.sa/en/852>
- (4) Voir par exemple l'exercice de prospective à l'horizon 2035 : National Intelligence Council, *Global trends: paradox of progress*, Washington, NIC, janvier 2017 (<https://www.dni.gov/files/documents/nic/GT-Full-Report.pdf>).